



Entretien avec Gilles Yabi

Fondateur et président de WATHI *

Texte original en français

Gilles Yabi est le fondateur et directeur exécutif de WATHI, un think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest. Il oriente et supervise les activités du think tank dont l'équipe permanente est basée à Dakar (Sénégal). WATHI est une plateforme ouverte de production et de dissémination de connaissances et de propositions sur toutes les questions cruciales pour le présent et le futur de l'Afrique de l'Ouest et des autres régions du continent. Gilles Yabi est régulièrement invité à partager ses réflexions sur les questions politiques, économiques, d'éducation et de sécurité avec diverses organisations africaines et internationales. Il a également une longue expérience de l'interaction avec les médias, publie depuis une quinzaine d'années des tribunes sur les questions politiques et économiques africaines. Il anime la chronique hebdomadaire « Ça fait débat avec WATHI » diffusée sur Radio France Internationale (RFI).

⋮⋮⋮⋮⋮

Quels sont les sujets d'intérêt et les principaux axes de travail de WATHI ?

WATHI, qui se définit comme un *think tank* citoyen pour l'Afrique de l'Ouest, est un laboratoire d'idées qui a un positionnement particulier. Wathi part de l'idée qu'il est nécessaire que, dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest, de plus en plus d'hommes et de femmes aient conscience des principaux enjeux pour le présent et surtout pour l'avenir, de la région. WATHI se veut donc d'abord une plateforme d'échange d'idées, de propositions et d'analyses sur toutes les dynamiques qui nous semblent être les plus importantes et qui dessinent l'avenir de cette région. Il convient de préciser que

* Cet entretien a été conduit par Bruno Demeyere, rédacteur en chef de la *Revue internationale de la Croix-Rouge*.

nos réflexions dépassent l'Afrique de l'Ouest pour considérer l'extrême diversité du continent et la nécessité de promouvoir un panafricanisme réaliste et pragmatique.

L'une des particularités de WATHI réside dans sa dimension généraliste. En effet, nous ne travaillons pas en examinant les questions politiques, sécuritaires, éducatives ou économiques, de manière isolée, mais en considérant l'ensemble de ces aspects et les points qui les lient. Nous avons aussi une autre particularité : nous avons choisi d'être un *think tank* citoyen engagé, assumant ainsi de vouloir changer la trajectoire des pays de cette région et en étant conscients qu'il s'agit d'une entreprise de longue haleine. Nous formulons donc des propositions dans tous ces domaines avec le sentiment d'exercer notre responsabilité en tant que citoyens.

Quelle lecture faites-vous des dynamiques actuelles qui structurent la violence au Sahel ?

Le premier point que je voudrais souligner est que la situation actuelle est extrêmement préoccupante. Il y a encore dix ans, personne dans la région ne pouvait imaginer que nous serions dans la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui, que ce soit au regard de l'insécurité, de l'absence de visibilité quant à l'avenir, même à court terme, mais aussi en termes d'instabilité politique avec la série de coups d'État que nous avons par exemple connus au Mali depuis 2012. J'ai vécu au Mali en 2009-2010 et s'il est vrai qu'il y avait déjà à ce moment-là des prises d'otages et d'autres incidents sécuritaires récurrents dans le Nord, personne n'aurait pu imaginer que moins de deux ans plus tard, nous serions confrontés à une crise aussi complexe. On peut dresser le même constat pour le Burkina Faso. Il y a encore seulement six ans, personne n'aurait imaginé que le Burkina Faso serait dans cette situation d'insécurité avec des attaques récurrentes et très meurtrières dans les régions du Nord et de l'Est, avec un million et demi de déplacés.

Ce qui me semble encore plus préoccupant, c'est que nous ne parvenons pas à nous projeter dans l'avenir avec confiance. Quand on prend les pays un par un, on a le sentiment que, pour chacun d'eux, le processus de sortie de crise se trouve dans une sorte d'impasse et il est difficile d'être optimiste. Enfin, dernière remarque : nous ne devons pas seulement observer le présent, mais nous devons aussi examiner ce que cela signifie pour l'avenir car c'est ce qui va nous permettre de sortir de la crise et de créer les conditions propres à éviter des crises encore plus graves dans le futur. Pour répondre à l'insécurité et aux violences, il nous faut, dès à présent, anticiper leurs possibles conséquences, notamment en termes d'éducation : ce que signifie d'avoir des écoles fermées, ce que signifie d'avoir une situation humanitaire aussi difficile, car c'est en ayant ces questions à l'esprit, que nous serons en mesure d'élaborer les bonnes stratégies et de prendre les mesures nécessaires.

La plupart des pays de la région sont confrontés à la pauvreté, à un taux de chômage élevé chez les jeunes, à la déstructuration des rapports intercommunautaires et à une compétition de plus en plus accrue pour les ressources naturelles. Cette situation sociale peut-elle être considérée comme le principal vecteur de l'adhésion de certaines communautés à des groupes armés non étatiques (GANE) ?

L'erreur qui me semble être souvent commise lorsque l'on analyse les raisons pour lesquelles des jeunes s'engagent dans des GANE, est que l'on cherche généralement à identifier deux ou trois facteurs et à les isoler du contexte général, ce qui ne permet pas de saisir l'entière complexité de la question de l'émergence des groupes armés et de leur développement. Je fais souvent un parallèle avec l'analyse des conflits que l'on appliquait à des groupes rebelles qui existaient bien avant les groupes dits djihadistes ou terroristes. Avant la montée du terrorisme dans la région, le Libéria, la Sierra Léone et la Côte d'Ivoire ont été confrontés à des conflits armés importants, dans les années 1990 et 2000.

Lorsque j'analyse des conflits armés, je prends toujours en compte trois éléments : les acteurs, les moyens et le contexte. Analyser les acteurs, c'est établir des hypothèses sur leurs motivations, puis faire la distinction entre leurs motivations et leurs discours, lesquels ne disent jamais tout de leurs motivations réelles. Il faut aussi ensuite examiner les moyens qu'ils ont à leur disposition et qui sont d'une importance capitale pour comprendre l'émergence d'une rébellion armée et sa longévité. L'environnement politique, économique et social dans lequel un conflit surgit et se développe, constitue une autre dimension importante. C'est à ce niveau d'analyse qu'il nous est possible de voir l'influence du niveau de pauvreté, de l'absence d'opportunités économiques, du chômage, *etc.* Certains contextes sont plus favorables que d'autres à l'émergence d'un groupe rebelle armé et donc d'un conflit armé. Toutefois, l'environnement ne fait pas tout. L'existence d'un GANE suppose aussi la présence d'un certain nombre de personnes animées par des motivations et des intérêts, des moyens et un contexte favorable. Sans cette analyse plus large, on a tendance à se focaliser seulement sur certains de ces éléments.

D'ailleurs, on oublie souvent l'importance des moyens car le chômage et la marginalisation de populations ne suffisent pas à faire naître un groupe armé organisé et d'une certaine importance. Il faut aussi des moyens importants et un rapport de force particulier entre les États et les entités non-étatiques pour que celles-ci prennent le risque de s'engager dans une lutte armée. Tout cela pour dire que si les facteurs de marginalisation sont importants, il ne faut pas penser que les frustrations d'un groupe suffisent à expliquer les conflits armés. Lorsqu'un groupe armé organisé arrive dans un village où il n'y a ni service public, ni forces de sécurité capables de résister, il n'est pas nécessaire que la population adhère au discours de ce groupe pour composer avec lui.

Il nous faut analyser les véritables raisons de l'engagement des jeunes dans les groupes armés, qu'ils soient djihadistes ou non. Certains s'engagent car ils croient au discours qui est servi par ces groupes et d'autres parce qu'ils n'ont pas le choix, dès lors que c'est le seul groupe qui est présent et qu'il est puissant. Les leaders de

ces groupes savent eux aussi comment tirer parti de la situation pour ajuster leur discours afin de stimuler le recrutement de combattants. Mais j'insiste de nouveau sur le fait que c'est la conjugaison entre le fait que des groupes aient les moyens de semer la violence et le fait que les États soient absents, incapables ou insuffisamment bienveillants vis-à-vis des populations, qui a ouvert la voie aux violences et à l'insécurité dans la région.

La forte implication, à divers niveaux, de partenaires internationaux dans la lutte contre le terrorisme au Sahel et dans les pays du bassin du lac Tchad a-t-elle produit les résultats escomptés face au développement assez rapide de l'insécurité dans ces zones ?

Tout d'abord, je voudrais dire qu'il suffit d'observer l'insécurité actuelle au Sahel en ses diverses manifestations, pour se rendre compte qu'à l'évidence, l'implication de divers acteurs internationaux depuis 2012 et notamment l'intervention de la France en 2013, n'a pas suffi à ramener la sécurité. Lorsque l'on analyse la façon dont la situation a évolué, on constate clairement un changement dans l'expression des violences et de l'insécurité, ainsi que leur extension géographique, du Nord du Mali vers le centre de ce pays, puis vers les pays voisins.

Deuxièmement, d'un point de vue analytique, il faut avoir l'honnêteté de dire qu'il n'est pas possible de simplement comparer l'avant et l'après. Il nous faut aussi prendre en compte le fait que nous ne savons pas ce qu'il se serait passé s'il n'y avait pas eu une intervention internationale. Il est important de souligner que, sans cette intervention, la situation aurait peut-être été pire. Il nous faut garder cela à l'esprit lorsque nous commentons l'impact des interventions internationales.

Pour ce qui est des interventions extérieures – sans entrer dans le détail de chacune d'elles –, il est important de souligner que le manque de clarté dans les objectifs et la pluralité des acteurs, lesquels n'ont pas nécessairement les mêmes ambitions, constituent une difficulté supplémentaire qui vient s'ajouter aux défis auxquels les pays concernés sont déjà confrontés. Il y a non seulement un besoin de coordination, mais il y a aussi un besoin d'alignement très clair des partenaires qui interviennent dans la région sur des objectifs qui sont convergents avec ceux des pays de la région et surtout des populations. Ce travail politique est essentiel pour que l'intervention internationale ne soit pas perçue par les populations du Sahel comme un problème venant s'ajouter aux leurs, mais comme constituant une partie de la solution. Il y a sur ce point-là beaucoup à faire pour clarifier les objectifs et les intérêts des uns et des autres.

Les violences perpétrées dans divers pays du Sahel et en l'Afrique de l'Ouest sont de plus en plus factionnelles. Quelle est la place de la religion dans cette tendance régionale ?

J'en reviens à la nécessité d'éviter de faire des analyses qui ne soient axées que sur certains facteurs aux dépens d'autres, ce qui empêche de voir le lien entre d'une part les effets des évolutions à moyen et à long terme et, d'autre part, les causes immédiates de la situation. Le facteur religieux est important dans la dynamique politique du Sahel, mais ce n'est pas nécessairement le plus important et ce n'est certainement pas le seul. La situation actuelle dans les pays du Sahel est le résultat de ce qui a été fait pendant vingt, trente ans ou plus dans chacun des pays.

Ce que l'on observe aujourd'hui, notamment en termes d'affaiblissement des États, c'est un processus d'assez longue durée ; l'incapacité des États à être présents, physiquement, auprès des communautés, y compris les plus éloignées des capitales ; l'incapacité à développer des politiques éducatives qui auraient permis de former une partie plus importante de la population et de la rendre davantage capable de participer aux politiques publiques et à la vie politique.

Ces tendances ont évolué au rythme des influences extérieures, notamment religieuses. Si l'on prend les pays du Sahel, on sait très bien que pendant les vingt dernières années, l'influence de courants religieux radicaux qui étaient différents de ceux préexistants dans la région, a été de plus en plus marquée. Au fil du temps, cela a fini par créer des conflits entre ceux qui pratiquaient un islam traditionnel et les nouveaux courants, du fait de la formation des imams, notamment dans les pays du Golfe. Ce facteur religieux qui ne doit pas être sous-estimé, joue un rôle dans la manière dont les sociétés sahéniennes ont évolué au cours des vingt dernières années. L'ancrage des groupes armés djihadistes est lié à ce qu'il se passe dans les pays limitrophes, à l'évolution de la société et à l'affaiblissement de l'État. Si l'on n'est pas capable de voir que l'offre religieuse s'est diversifiée parallèlement à l'affaiblissement des États et à leur incapacité d'offrir un système éducatif, on ne saisit pas très bien la dynamique religieuse qui a abouti à la situation actuelle.

Les éléments communautaires et les relations entre groupes ethniques au Sahel appellent aussi une analyse de l'environnement et de l'évolution des États sur la durée. Les États du Sahel, comme la plupart des États africains, sont des pays qui sont marqués par une très grande diversité ethnique, religieuse et culturelle. L'une des raisons de la faillite des États, ou, pour être plus précis, de l'échec des États, ces dernières années, à se renforcer, tient dans le fait qu'ils n'ont pas réussi à construire des modèles politiques qui soient adaptés à cette diversité et qui permettent de bien la gérer. Il en est résulté à la fois un manque de cohésion et une absence d'adhésion à une vision de l'État qui cultive l'unité et qui respecte et valorise la diversité interne. Selon moi, l'évolution de la situation dans la région peut en grande partie être attribuée à ce qui n'a pas été fait sur le plan politique pour construire un État qui soit adapté aux besoins des populations et à la nécessité de gérer la complexité des sociétés sahéniennes.

La rivalité entre, d'une part, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et, d'autre part, l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) et le Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad (JAS) et le groupe connu sous le nom de Boko Haram, semble avoir intensifié le niveau de violence contre les civils. Est-ce le signe que la violence est désormais la seule et unique expression des rapports de force entre ces groupes dans la région du Sahel et dans la région du lac Tchad ?

Il est très clair qu'il y a une différence dans les modes opératoires de ces groupes. Il y a probablement aussi une différence dans leurs motivations profondes – bien que, sur celles-ci, on ne puisse émettre que des hypothèses. Je crois que les modes opératoires d'un groupe armé sont révélateurs de la nature de ce groupe et de la manière dont il faudrait l'appréhender. Ce n'est pas la même chose d'avoir un groupe armé qui estime qu'il est légitime de s'attaquer à des civils, ou d'avoir un groupe armé qui estime qu'il faut seulement s'attaquer à des soldats ou à des représentants de l'État. Dans les deux cas, la violence n'est pas justifiée, mais le choix des cibles et des modes opératoires donne quelque indication sur les personnes à qui on a affaire et sur la manière dont il est possible de résoudre le conflit.

Aujourd'hui, il y a une prolifération d'acteurs de l'insécurité dans la région du Sahel et dans le bassin du Lac Tchad, ce qui vient ajouter à la violence. Non seulement ces groupes voient les États et leurs partenaires extérieurs comme des adversaires, mais on assiste aussi à des rivalités entre ces différents groupes pour le contrôle du territoire, ce qui génère encore davantage de violence. La prolifération et la rivalité entre ces groupes armés, notamment le GSIM et l'EIGS, ne font qu'exacerber les violences et rendent la vie des populations civiles encore plus difficile. Je crois aussi que ce qu'il se passe actuellement dans le bassin du Lac Tchad est en lien avec la scission de Boko Haram.

De plus, le fait que l'ISWAP, qui est très solidement équipé et beaucoup mieux organisé que ne l'était Boko Haram sous Abubakar Shekau, prenne maintenant le leadership au Nigéria montre bien cette tendance ; les groupes armés les plus forts, qui sont généralement ceux qui ont les moyens militaires les plus importants, finissent souvent par l'emporter. Cela nous ramène à la question des moyens et de l'importance d'instaurer un rapport de force qui ne soit pas favorable à ces groupes armés et notamment à ceux qui s'en prennent aux civils.

Un autre élément, s'agissant des violences commises à l'encontre de civils, tient à ce que très souvent, au Burkina Faso et au Mali, des milices communautaires ont participé à des massacres de civils. Cela veut dire, à nouveau, qu'il ne faut pas simplement se concentrer sur des groupes spécifiques désignés comme terroristes, mais qu'il nous faut regarder l'ensemble des acteurs de l'insécurité. Quels qu'en soient les auteurs, les massacres de civils, en particulier, doivent être très fermement réprimés, sans quoi le message qui est transmis encourage la commission d'autres attaques.

Des voix se sont élevées, notamment au Mali et au Burkina Faso, pour appeler au dialogue avec les GANE¹. Associer des GANE religieux (GSIM, EIGS et d'autres) à un processus politique de paix qui mettrait un terme au recours à la violence, pourrait-il constituer une solution durable ?

Savoir comment répondre à l'insécurité qui règne actuellement, est l'une des questions les plus difficiles. Je dirais qu'il y a d'abord une dimension pragmatique. Si aujourd'hui, on discute beaucoup de l'opportunité d'ouvrir un dialogue, c'est parce que l'on constate que la situation ne s'est pas améliorée malgré les interventions militaires. On se dit qu'il faut peut-être tenter autre chose, comme une approche politique passant par le dialogue. En ce sens, c'est une option par défaut. Cela semble en partie logique puisque le coût de l'insécurité que nous connaissons actuellement est de plus en plus élevé, tant pour les civils que pour ces États, d'autant que la crise au Sahel dure depuis déjà dix ans. Et les choses pourraient tout à fait continuer ainsi pendant dix ans encore. D'où la nécessité de trouver des approches alternatives.

Mais savoir s'il faut ou non amorcer un dialogue avec des entités non étatiques, n'est pas seulement une question de principe. Il faut aussi savoir comment tenir ce dialogue, avec qui le tenir et de quoi il va être discuté. De surcroît, la possibilité d'un dialogue ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de réponse militaire dans le même temps. Pour moi, l'un n'exclut pas l'autre. Je voudrais également souligner la diversité de ces GANE. On a moins envie de s'asseoir à la table de groupes armés qui sont prêts à massacrer des civils, qu'avec des groupes qui posent certaines limites au recours à la violence. Et même si nous dialoguons, cela ne signifie pas nécessairement que nous parviendrons à un accord.

Dialoguer ne veut pas dire non plus que l'on renonce à la possibilité de faire usage de la force. Aussi, je suis favorable au dialogue, à titre complémentaire, en sus des moyens mis en œuvre jusqu'à présent et je le considère même comme une option nécessaire au vu de la fragilité de la situation sécuritaire. En revanche, je pense que ce serait une erreur de croire que tous ces groupes armés n'ont qu'un objectif politique et que des États extrêmement faibles sur le plan militaire seraient en mesure de négocier des accords garantissant une paix durable dans la région.

Je crois qu'un dialogue avec des groupes armés peut produire des résultats sur le court terme, mais nous ne devons jamais perdre de vue le moyen et le long terme. Il nous faut donc faire très attention à ce qui est mis sur la table de négociations avec des groupes armés. Si cela risque de conduire à un affaiblissement durable des États ou à restreindre les libertés dans certaines parties du pays, il nous faut rester extrêmement vigilant quant aux effets à moyen et à long terme. Le dialogue doit donc être encadré et des limites à ce qui est négociable et à ce qui ne l'est pas, doivent être posées.

1 International Crisis Group, « Frontière Niger- Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique », rapport n° 261, Bruxelles, 12 juin 2018, disponible sur : <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/mali/261-frontiere-niger-mali-mettre-loutil-militaire-au-service-dune-approche-politique> (toutes les références internet ont été vérifiées en mai 2022).

Certains affirment que les communautés nomades, qui seraient écartées des services publics, expriment leurs frustrations et leurs griefs à l'encontre des États, en participant aux flambées de violences en cours au Sahel. Est-ce vrai ? Boubacar Ba, chercheur au Centre d'analyse sur la gouvernance et la sécurité au Sahel, affirme : « la communauté peule s'est finalement rebellée du fait de sa marginalisation par rapport aux systèmes de production, à la gouvernance et à l'accès à la justice. La colère n'était pas seulement dirigée contre l'État, en termes de justice et de représentation politique. Elle s'exprimait aussi contre certaines familles aristocratiques peules qui, en connivence avec l'État, utilisaient leur position pour affaiblir les bergers, les réduire à un statut de cadets sociaux² ».

Plus généralement, dans bien des pays de la région, un certain nombre de communautés ont eu le sentiment d'être marginalisées. Il est vrai que les nomades qui sont éleveurs de bétail dans la région, se sentent souvent laissés pour compte, parfois humiliés et marginalisés, notamment par les représentants des États. Dès lors que vous avez des communautés qui ont le sentiment que les représentants de l'État ne les reconnaissent pas, ne les respectent pas et, peut-être, ne les considèrent pas comment étant des citoyens à part entière et qu'il n'y a aucun lien entre les représentants de l'État et ces communautés et individus, il est clair que la violence peut-être un moyen de prendre sa revanche et inverser les rapports de force.

Ce qu'il se passe au centre du Mali a donné lieu à de nombreuses études de chercheurs qui montrent à quel point les frustrations des éleveurs peuls ont contribué à faciliter l'implantation de groupes armés qui tenaient un discours de rupture par rapport aux pratiques de l'État en matière de justice. Il est très clair que le sentiment d'injustice est une motivation très forte pour inciter les individus à recourir à la violence et cela est vrai partout dans le monde. Historiquement, le sentiment d'injustice a été un moteur puissant de mobilisation des populations qui a pu les amener à prendre les armes pour se défendre et inverser les rapports de force.

Je voudrais revenir ici sur la conjugaison entre le sentiment de frustration et les moyens de recourir à la violence. Il faut bien faire la différence entre avoir affaire à une communauté mécontente, frustrée, marginalisée, mais qui ne dispose pas vraiment de moyens importants pour recourir à la violence et qui, par exemple, ne dispose que d'armes traditionnelles – il y a toujours eu des petits conflits dans la région – et avoir face à soi cette même communauté, dotée d'armes de guerre. Je crois que cette différence n'est pas suffisamment prise en considération.

Lorsque vous avez, à un moment donné, dans une région ou dans un pays, une prolifération d'armes de guerre et des groupes qui arrivent avec des combattants, les frustrations déjà présentes sont alors susceptibles de prendre une tournure violente simplement car il y a désormais des moyens importants pour recourir à la violence, à portée de main. Cela montre aussi qu'il est nécessaire de réfléchir davantage à la prolifération des armes de guerre ainsi qu'aux moyens de réduire la violence

2 Entretien avec Boubacar Ba, « Les accords se multiplient entre les djihadistes peuls et les autres ethnies », *Mondafrique*, 29 avril 2021, disponible sur : <https://mondafrique.com/les-accords-entre-les-peuls-et-les-djihadistes-pourraient-embraser-le-mali/>.

armée, mais aussi, à nouveau, de faire attention à ne pas penser que tous les GANE représentent nécessairement les communautés dont ils se réclament et qu'ils ont pris les armes pour défendre le bien-être de ces communautés.

À votre avis, en quoi la situation en Libye continue-t-elle d'alimenter la spirale de la violence au Sahel ?

La Libye constitue manifestement l'un des facteurs extérieurs les plus importants de la situation sécuritaire au Sahel depuis le début de la crise en 2011-2012. Les événements qui ont secoué la Libye ont conduit à la déstabilisation politique du pays. Avant, le pays était certes dirigé de façon autoritaire par Mouammar Kadhafi et le pouvoir était très personnalisé, mais il y avait un certain contrôle de l'appareil d'État, des frontières et de la circulation des armes. L'élimination de Kadhafi par les forces occidentales de l'OTAN et la chute de son régime, qui n'était pas très institutionnalisé, a conduit en quelques mois à l'effondrement du pays. Cela a abouti à une situation de chaos, au cours de laquelle l'ensemble du système de sécurité du pays a été démantelé et les stocks d'armes, qui étaient importants compte-tenu de la richesse pétrolière du pays et du fait que Kadhafi investissait beaucoup dans les armes, y compris les plus modernes, ont été massivement pillés.

Cet effet immédiat se prolonge car les armes qui sont sorties de ce stock n'y sont pas retournées. Ces armes qui circulent maintenant dans la région sont venues s'ajouter à celles provenant d'anciennes rébellions armées sur le continent et à celles issues des stocks des armées nationales car il ne faut pas oublier que l'armement des GANE provient en grande partie des attaques contre les forces armées régulières et, parfois, de la corruption de membres des forces de défense et de sécurité. La circulation des armes est l'un des effets les plus visibles de la situation en Libye.

Il y a également un effet politique que l'on ne met pas suffisamment en avant. Kadhafi était aussi un acteur important dans la régulation de la situation politique au Sahel, quoi que l'on pense de la qualité de cette régulation, puisqu'il investissait énormément, qu'il entretenait des relations avec les chefs d'États et qu'il avait la capacité d'influencer les groupes armés, dans un sens ou dans un autre, du fait de ses moyens financiers.

Je voudrais aussi souligner qu'en dehors de la Libye, on ne parle pas beaucoup des autres influences possibles. Il est important de regarder la carte et de considérer tous les acteurs du voisinage sahélien qui jouent un rôle important. Lorsque l'influence de la Libye a pris fin, la géopolitique dans cette partie du continent a été reconfigurée d'une façon qui n'a manifestement pas œuvré à la stabilité du Sahel.

En quoi les événements survenus au Mali depuis août 2020 et au Tchad au printemps 2021, pourraient-ils constituer un facteur de déstabilisation du Sahel ? La mort du Président Idriss Déby pourrait-elle constituer un tournant dans la manière dont les stratégies politiques et militaires utilisées au Sahel et dans le bassin du lac Tchad sont conçues et mises en œuvre ?

Les récents événements au Tchad et au Mali ont, dans une certaine mesure, modifié l'approche sécuritaire et politique. Cela met surtout l'accent sur les limites pourtant évidentes de la personnalisation du pouvoir. Connaissant la situation interne du Tchad, qui a toujours été très fragile sur le plan sécuritaire, mais aussi sur le plan économique et politique, ainsi qu'au niveau de la gouvernance, il était très clair depuis le début que l'on ne pouvait pas compter sur un acteur comme le président Idriss Déby pour jouer un rôle majeur au Sahel sur la durée. Un président, qui est, comme nous tous, un être humain, peut disparaître brutalement et l'on voit très vite les conséquences que cela peut avoir sur un pays, tant sur le plan interne, que dans ses relations extérieures. La disparition d'Idriss Déby a montré la très grande fragilité des réponses sécuritaires lorsqu'elles sont fondées sur un régime reposant sur la personnalité d'un homme.

Le coup d'État au Mali souligne quant à lui l'absolue nécessité du travail politique interne. Il faut que les acteurs maliens réussissent à s'entendre sur au moins un minimum pour préserver l'unité du pays. À ce jour, le Mali est encore dans une impasse, avec de fortes divisions sur des questions fondamentales au sein de la classe politique et au sein de la société. Évidemment, l'instabilité récurrente sur le plan politique ne permet pas d'avoir des réponses sur le plan sécuritaire qui soient durables.

Les développements politiques au Tchad et au Mali ajoutent donc de l'incertitude à l'incertitude déjà présente. Les deux pays sont en période de transition et nul ne sait quel sera le résultat de ces processus sur le plan politique, ce qui engendre une incertitude pour l'ensemble de la région. Sans une stabilisation de la situation politique au Mali, l'ensemble de la région du Sahel restera extrêmement vulnérable. Il est donc très important que la transition au Mali reçoive le soutien nécessaire de manière à ce qu'elle aboutisse à des résultats satisfaisants ouvrant la voie aux réformes nécessaires sur le plan institutionnel, politique et sécuritaire.

Quels sont les points forts et les faiblesses d'une action humanitaire impartiale et neutre au Sahel et quels sont les défis auxquels sont confrontées les organisations humanitaires ? Pensez-vous que États et les groupes armés adhèrent aux principes humanitaires, notamment les Principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-rouge ? Avez-vous observé des changements dans la manière dont l'action humanitaire est conduite au Sahel ces dernières années ?

Il est important que les principes humanitaires que vous mentionnez soient absolument maintenus et défendus, quels que soient les risques sécuritaires dans la région. Il est clair que face à des GANE, y compris des groupes qui recourent à des méthodes

terroristes, il est plus difficile d'obtenir de leurs membres le respect de ces principes. Les organisations humanitaires ont l'habitude d'opérer dans bien des situations à haut risque et dans des conflits armés, mais elles ont peut-être moins l'habitude de situations où des groupes armés recourent à des méthodes terroristes et avec lesquels il est impossible, ou du moins très difficile, de dialoguer afin de leur faire respecter les principes humanitaires et de protéger l'action humanitaire.

Quant à la question de savoir s'il y a eu des changements, l'action humanitaire a été rendue plus ardue du fait de la présence de GANE extrêmement divers, qui ont des modes d'action différents et qui recourent à la violence de diverses façons, par exemple dans le choix de leurs cibles. Au cours des dernières années, de nombreuses attaques ou tentatives de prises d'otages ont directement été dirigées contre des organisations humanitaires. Cela montre bien qu'il est encore plus difficile aujourd'hui que par le passé de conduire des activités humanitaires en toute sécurité. Il faut donc que ces organisations humanitaires s'adaptent et elles le font plutôt bien.

Cette action humanitaire est évidemment indispensable au vu, par exemple, des flux de déplacés aujourd'hui au Burkina Faso. Mais je voudrais aussi souligner qu'il est important, pour les citoyens et les gouvernements de la région, d'avoir pour objectif que cette action humanitaire soit de moins en moins nécessaire. Les États de la région doivent acquérir une capacité à réagir aux situations de détresse humanitaire. Cela revient à renforcer les dispositifs de réponse humanitaire de la région et à faire en sorte que les États et les organisations régionales comme la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) prennent davantage de responsabilités dans le domaine humanitaire. Cette plus grande autonomie correspond aussi à une demande de la jeunesse africaine. Cette question est également importante afin de se projeter dans l'avenir de façon à ne pas se poser les mêmes questions sur l'augmentation des besoins humanitaires, dans 10 ou 15 ans.

Compte tenu des tendances géopolitiques actuelles au Sahel, comment voyez-vous les choses d'ici à dix ans ? Ce faisant, que conseilleriez-vous aux décideurs locaux, nationaux et internationaux ?

Il y a deux manières d'envisager l'avenir du Sahel sur les dix prochaines années. La première est tout simplement de regarder la situation actuelle et de faire une projection. Il est alors très difficile d'être optimiste parce qu'il y a très peu de visibilité et beaucoup d'incertitudes, y compris sur le plan sécuritaire. Malgré tous les discours sur le « double nexus », sécurité et développement ou humanitaire et développement, ou le « triple nexus », sécurité, développement et action humanitaire, selon les acteurs qui évoquent ces concepts, la situation sécuritaire actuelle rend très difficile la réalisation de grands progrès sur le plan du développement économique et social comme et sur celui du redéploiement des États. On parle aujourd'hui beaucoup au Mali, comme ailleurs au Sahel, de redéployer les États afin de faire en sorte qu'ils soient plus présents dans les régions périphériques. Mais, pour que ce ne soit pas seulement un slogan, il faut que la situation sécuritaire s'améliore. Sinon, nous ne

parviendrons jamais à avoir des médecins, des enseignants, des infirmiers, des agents de l'État qui restent là où ils sont affectés, si les risques auxquels ils sont confrontés sont trop importants.

La seconde manière de voir les choses dans dix ans tient à la réponse apportée aujourd'hui à la situation actuelle, aux moyens régionaux qui sont mis et à l'engagement international. Selon moi, ces choix doivent viser à restaurer la sécurité ; à stimuler les économies locales et à créer des opportunités notamment pour les jeunes ; et à réformer en profondeur la gouvernance politique dans la région. Enfin et surtout, le plus important, à moyen terme, est d'investir dans l'éducation.

Les mesures que nous prenons aujourd'hui, doivent inclure des éléments qui permettront de préserver l'avenir, notamment sur le plan de l'éducation, au sens le plus général du terme. Ces mesures façonneront le Sahel de demain. Il importe donc de ne pas sacrifier cet investissement. Il faut que nous soyons bien plus innovants, de façon à pouvoir continuer de transmettre nos valeurs, nos connaissances et notre savoir-faire, y compris à des jeunes et des enfants qui sont dans des régions où règne l'insécurité ou qui ont fui leurs régions. C'est ce qui va permettre de faire la jonction entre la réponse à court terme et la possibilité d'un avenir meilleur pour la région dans les dix prochaines années.

Enfin, l'aspect économique est aussi souvent négligé. Le Sahel est une région qui compte beaucoup de pays qui sont des producteurs importants d'or et nous savons qu'il y a énormément de flux illicites qui sortent de cette région. Aussi, nous ne pouvons pas parler des États, discuter de leur redéploiement, de leur capacité à offrir une éducation, à fournir des soins de santé, etc., sans évoquer aussi l'économie et la nécessité de regarder en face le système économique tel qu'il fonctionne vraiment, y compris sur le plan international. Le système actuel ne favorise pas nécessairement la production locale et la création de valeur, alors que cela est indispensable pour l'emploi des jeunes. La réponse, lorsque l'on se projette dans le futur, c'est donc de ne pas seulement regarder les difficultés les plus visibles, comme la sécurité, mais aussi d'être attentif à l'éducation et à l'économie qui fournissent et qui devront fournir, les ressources aux États et aux sociétés humaines concernées.

Eu égard au caractère citoyen de votre think tank, comment pensez-vous que les jeunes puissent répondre à ces défis ?

Je crois vraiment en l'importance du savoir et de l'investissement dans la culture et l'éducation. Cela est d'ailleurs au cœur du travail de WATHI. C'est ce que nous nous efforçons de faire en publiant des rapports sur notre site internet, en diffusant notre travail sur les réseaux sociaux et en organisant de plus en plus de conférences en ligne. Les jeunes ont un rôle important à jouer, mais il faut qu'ils soient le plus outillés possible. Il nous faut comprendre l'environnement dans lequel nous vivons et agissons, comprendre l'extrême complexité de la situation actuelle ainsi que les difficultés qu'elle engendre et, à partir de là, chacun de nous doit choisir comment il est possible de contribuer à l'amélioration du bien-être individuel et collectif. Je suis intimement convaincu que nous devons mettre en avant l'intérêt général et

expliquer aux jeunes que la poursuite de l'intérêt général n'est pas incompatible avec la poursuite de leurs intérêts particuliers. Ce que les jeunes peuvent faire, c'est donc d'abord de continuer à être curieux, à lire, à s'informer et à se former par tous les moyens. C'est ce qui va leur permettre de jouer le rôle de citoyens engagés à l'échelle locale, nationale ou régionale.

